

JURIDIQUE UN SECTEUR PRET A INVESTIR DANS SES TALENTS



EVOLUTION DU MARCHÉ ET DES POLITIQUES DE REMUNERATION

L'amélioration de la conjoncture économique a permis aux entreprises et cabinets d'avocats d'investir dans la construction de leurs départements juridiques. Les équipes se subdivisent en départements distincts et les profils généralistes laissent ainsi la place à des profils de plus en plus spécialisés. Les entreprises, en quête d'innovation, recherchent les futurs garants de la stratégie à mettre en place. Le Juriste doit ainsi disposer de compétences transverses pour se positionner comme l'interlocuteur privilégié de ses clients internes et externes. Au-delà d'un bagage juridique solide, les entreprises apprécient les profils ayant complété leur formation par une Ecole de commerce qui ouvre au candidat une bonne compréhension des besoins business. A noter que la maîtrise de l'anglais est de plus en plus attendue, aussi bien pour les profils juniors que seniors.

Du fait d'un marché de plus en plus technique, le recrutement est précis et exigeant. La pénurie de candidats répondant à l'ensemble de ces critères a engendré une forte augmentation des rémunérations ces dernières années.

De leur côté, les candidats ont globalement des profils stables et se montrent exigeants. Ils recherchent des entreprises qui pourraient leur offrir un vrai projet, une augmentation conséquente de leur rémunération et des avantages connexes (type télétravail).

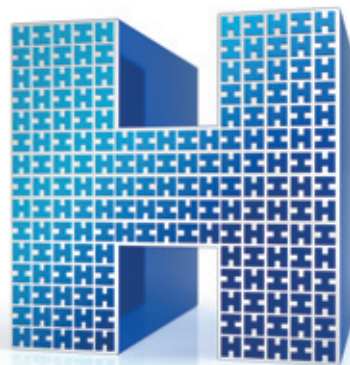
Le fait que la majorité des candidats soit en poste laisse présager un recrutement plus long du fait du respect des préavis. Les CDI sont toujours privilégiés pour des profils expérimentés. Les profils juniors en quête d'expérience sont davantage sollicités pour des missions en CDD et en intérim.

QUELLE VISION POUR L'AVENIR ?

Sous l'influence du numérique, les métiers du secteur se transforment. On observe à ce titre une forte demande du côté des profils de Juristes spécialisés dans les contrats IT.

Le secteur Juridique voit également apparaître de nouveaux métiers et business models liés, en outre, à la digitalisation. Les legaltech font notamment leur entrée en matière, bousculant ainsi les pratiques traditionnelles. Nouveaux acteurs du marché du Droit, ces dernières proposent des services juridiques s'appuyant sur les nouvelles technologies. Dans une logique de collaboration avec les cabinets d'avocats, les directions juridiques ou les entreprises n'ayant pas de service dédié, les legaltech facilitent l'accès au droit, les libérant de tâches à faible valeur ajoutée à un coût raisonnable.

Par ailleurs, du fait d'une réglementation florissante, le domaine de la Conformité reste également extrêmement porteur (RGPD, prévention de la corruption, des conflits d'intérêt, éthique des affaires, etc.).



COMPETENCES LES PLUS RECHERCHEES

- Anglais courant
- Vision business
- Autonomie
- Excellent communicant
- Bonne capacité d'adaptation

FOCUS JOB

Assistant juridique généraliste

Ce profil a un rôle central aussi bien en entreprise qu'en cabinet d'avocats. En plus de missions de secrétariat classique, il s'assure de la bonne application des procédures, réalise les formalités juridiques, rédige certains actes et est en charge de la veille juridique.

A l'instar du métier de Juriste, cette fonction tend à se spécialiser. Ainsi, on exige de lui des compétences juridiques de plus en plus poussées (en droit des sociétés, en droit immobilier ou en propriété intellectuelle par exemple) auxquelles s'ajoute parfois la maîtrise d'un logiciel ou de réseaux informatiques (Visualscope, Lola, RPVA, Télérecours). La maîtrise de l'anglais est également très recherchée.

La pénurie de candidats répondant à tous ces critères n'a fait qu'accroître les rémunérations pratiquées ces dernières années. A noter que les perspectives d'évolution vers un poste de Juriste sont rares. Les entreprises et cabinets privilégient ainsi des candidats diplômés d'une licence en Droit ou de formations privées en Secrétariat juridique.

0 à 3 ANS	3 à 5 ANS	5 à 8 ANS	> 8 ANS
28 33	33 36	36 40	> 40

GRILLES DE REMUNERATION

	0 A 3 ANS		3 A 5 ANS		5 A 8 ANS		> 8 ANS		REGIONS
Directeur juridique	80	90	90	120	120	160	> 160		-10%
Responsable juridique	65	70	70	80	80	90	90	120	
Responsable contentieux	45	53	53	65	65	80	80	90	
Juriste généraliste / unique	38	42	42	50	50	60	60	70	
Juriste Droit des affaires	32	42	42	50	50	62	62	85	
Juriste Droit des contrats	35	42	42	50	50	60	60	85	
Juriste Droit des sociétés	33	40	40	45	45	60	60	80	
Juriste contrats internationaux	35	45	45	55	55	65	65	90	
Juriste Construction / Urbanisme / Immobilier	35	40	40	50	50	60	60	70	
Juriste Droit de la distribution / commercial	35	40	40	45	45	55	55	80	
Juriste Droit public	28	37	37	41	41	50	50	65	
Juriste Droit des assurances	33	40	40	45	45	50	50	70	
Juriste Droit bancaire / financier	32	38	38	50	50	70	70	100	
Juriste OPCVM	33	36	36	44	44	65	65	80	
Juriste propriété intellectuelle	33	40	40	45	45	60	60	80	
Juriste fiscaliste	35	45	45	60	60	80	80	130	
Juriste contentieux / recouvrement	28	35	35	42	42	50	50	60	
Juriste transport	30	37	37	45	45	55	55	70	
Juriste Droit de la santé	33	40	40	45	45	55	55	70	
Assistant juridique généraliste	28	33	33	36	36	40	> 40		
Assistant juridique Droit des sociétés	30	35	35	37	37	43	> 43		
Assistant juridique Droit des marques	28	32	32	35	35	40	> 40		
Assistant juridique Droit des brevets	28	32	32	35	35	38	> 38		
Assistant juridique Droit des contrats	28	32	32	35	35	43	> 43		
Assistant juridique en cabinet d'avocat	28	35	35	40	40	45	> 45		
Assistant juridique Droit social	28	30	30	35	35	40	> 40		
Directeur / Responsable relations sociales	50	70	70	90	90	100	> 100		

